



CABINET **VIGOUROUX**

COMMISSARIAT AUX COMPTES
& AUDIT

Association Diocésaine d'Agen

5 Rue Roger Johan

47 000 AGEN

BENJAMIN VIGOUROUX

COMMISSAIRE AUX COMPTES INSCRIT AUPRÈS DE LA COUR D'APPEL DE TOULOUSE

8 impasse Bonnet — 31500 Toulouse

Tel. +33 (0) 5 61 26 41 36 Fax. +33 (0) 5 61 26 46 15

Mob. +33 (0) 6 95 65 09 11 — benjamin.vigouroux@bvconseil.fr



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

Monseigneur,
Pères,
Mesdames et Messieurs administrateurs,

I. Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre conseil d'administration, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Diocésaine d'Agen relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.
J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de mon rapport.



III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de mon appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, j'ai vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans les notes de l'annexe et je me suis assuré de leur correcte application.

Des diligences particulières ont été mises en œuvre pour m'assurer de la correcte application du règlement ANC 2018-06 et ANC 2022-06 tant au niveau de l'application des règles comptables qu'au niveau de la présentation des comptes annuels.

Par ailleurs, sur la base des éléments disponibles à ce jour, j'ai procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association décrites dans l'annexe et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes concernant notamment :

- L'évaluation des engagements hors bilan et des fonds dédiés ;
- Le traitement comptable des immobilisations corporelles et financières ;
- L'évaluation des fonds dédiés et fonds reportés ;
- L'évaluation des provisions pour risques et charges et plus particulièrement celles liées aux salariés ;
- L'évaluation des créances ;
- La valorisation des titres de portefeuille.

De plus, en complément des diligences mises en œuvre pour nous assurer, par sondage, du respect des procédures recommandées par l'Association Diocésaine d'Agen dans les Paroisses, nous nous sommes assurés de la qualité des documents comptables communiqués par les Paroisses et des contrôles mis en œuvre par les services internes.

IV. Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l'Econome Diocésain et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.



V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président en collaboration avec votre trésorier et votre Econome Diocésain

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Toulouse, le 21 Avril 2026

Benjamin VIGOUROUX
Commissaire Aux Comptes

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, connected strokes. The signature is positioned below the printed name and title, and above a horizontal line.

Bilan



Bilan actif

Benjamin VIGOUROUX
CABINET BENJAMIN VIGOUROUX
COMMISSAIRE AUX COMPTES
 4, rue Jules de Rességuier - 31000 TOULOUSE
 Tél : 05 34 31 02 00
 SIRET : 788 929 529 00022 - APE : 6920 Z

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	SIRET : 788 929 529 00022	Ne 02/07/2024
Frais d'établissement (I)				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droi...	5 464,98	5 464,98		
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acom...				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	55 523,08		55 523,08	55 523,08
Constructions	10 686 523,84	6 959 674,55	3 726 849,29	3 814 665,63
Installations techniques, matériels et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	1 829 222,68	1 612 079,54	217 143,14	221 617,48
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomp...	324 327,23		324 327,23	17 289,42
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	237 000,00		237 000,00	242 500,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations et créances rattachées				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	55 117,20		55 117,20	62 772,20
Prêts	27 397,09		27 397,09	34 222,55
Autres immobilisations financières	3 350 000,00	23 367,46	3 326 632,54	
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	16 570 576,10	8 600 586,53	7 969 989,57	4 448 590,36
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes	8 984,40		8 984,40	6 300,00
CRÉANCES				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	10 388,26		10 388,26	13 163,39
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	28 043,10		28 043,10	415 707,52
Charges constatées d'avance	116 585,08		116 585,08	16 664,26
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
Actions propres				
Autres titres	5 198 672,55	267 687,80	4 930 984,75	6 743 517,93
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	2 815 982,28		2 815 982,28	3 532 046,70
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	8 178 655,67	267 687,80	7 910 967,87	10 727 399,80
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	24 749 231,77	8 868 274,33	15 880 957,44	15 175 990,16

Bilan passif

Benjamin VIGOUROUX
CABINET BENJAMIN VIGOUROUX
COMMISSAIRE AUX COMPTES
4, rue Jules de Rességuier - 31000 TOULOUSE
Tél. 05 34 31 02 00
SIRET : 788 929 529 00022 - APE : 6920 Z

Postes			
FONDS PROPRES			
Fonds propres sans droits de reprise		7 206 556,96	7 206 556,96
Fonds propres statutaires		7 206 556,96	7 206 556,96
Fonds propres complémentaires			
Fonds propres avec droit de reprise			
Fonds statutaires			
Fonds propres complémentaires			
Écarts de réévaluation			
RÉSERVES			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves pour projets de l'entité			
Autres réserves			
Report à nouveau		5 741 866,71	5 314 555,57
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		651 823,37	427 311,14
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
	TOTAL FONDS PROPRES (I)	13 600 247,04	12 948 423,67
Fonds reportés liés aux legs ou donations		237 000,00	242 500,00
Fonds dédiés		441 827,83	466 120,77
	TOTAL FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS (II)	678 827,83	708 620,77
Provisions pour risques		6 300,00	6 300,00
Provisions pour charges		96 378,31	9 448,31
	TOTAL PROVISIONS (III)	102 678,31	15 748,31
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		487 788,96	563 047,15
Emprunts et dettes financières diverses		4 913,50	4 913,50
Instruments financiers à terme			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		77 594,94	62 322,31
Dettes fiscales et sociales		214 937,33	201 987,10
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		707 387,43	669 862,35
Produits constatés d'avance		6 582,10	1 065,00
	TOTAL DETTES (IV)	1 499 204,26	1 503 197,41
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif (V)			
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)		15 880 957,44	15 175 990,16

Compte de résultat

Compte de résultat

Benjamin VIGOUROUX
CABINET BENJAMIN VIGOUROUX
COMMISSAIRE AUX COMPTES
 4, rue Jules de Rességuier - 31000 TOULOUSE
 Tél. 05 34 31 02 00
 SIRET : 788 929 529 00023 APE : 6920 Z024

Postes

PRODUITS D'EXPLOITATION

Cotisations	15,00	45,00
Ventes de biens	46 971,41	49 395,45
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	293 819,57	294 105,56
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	4 280,03	1 703,17
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	1 977 174,82	1 959 702,97
Mécénat		
Legs, donations et assurance-vie	1 257 460,10	628 186,18
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	70,00	188 983,73
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	1 173,00	
Utilisations des fonds dédiés	242 920,45	263 681,92
Autres produits	701 496,09	645 671,32
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	4 525 380,47	4 031 475,30

CHARGES D'EXPLOITATION

Achats de marchandises	174 845,12	163 532,57
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	1 386 016,49	1 257 708,93
Aides financières	214 238,33	71 878,32
Impôts, taxes, et versements assimilés	155 535,47	167 292,66
Salaires	1 133 321,81	1 099 678,58
Cotisations sociales	396 208,87	499 286,77
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	382 087,81	381 266,63
Dotations aux provisions	87 000,00	6 300,00
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées	177,43	
Reports en fonds dédiés	218 627,51	248 811,32
Autres charges	3 269,93	34 944,59
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	4 151 328,77	3 930 700,37

RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) **374 051,70** **100 774,93**

PRODUITS FINANCIERS

De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	42 319,09	52 506,34
Autres intérêts et produits assimilés	90 396,00	95 544,43
Reprises sur dépréciations et provisions	66 536,08	51 294,49
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées	210 426,47	99 412,53
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	409 677,64	298 757,79

CHARGES FINANCIÈRES

Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	85 421,61	104 710,20
Intérêts et charges assimilées	14 233,87	14 176,68
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	19 532,49	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		

Postes	2025	2024
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)	119 187,97	118 886,88
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	290 489,67	179 870,91
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	664 541,37	280 645,84
Produits exceptionnels (V)		404 617,16
Charges exceptionnelles (VI)		240 569,86
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		164 047,30
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	12 718,00	17 382,00
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	4 935 058,11	4 734 850,25
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	4 283 234,74	4 307 539,11
EXCÉDENT OU DÉFICIT	651 823,37	427 311,14
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		

Annexe aux comptes annuels

Table des matières

1	L'Objet social	3
2	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	4
2.1	Faits caractéristiques de l'exercice	4
2.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	4
3	Principe et méthodes comptables	5
3.1	Principes généraux	5
3.2	Principes et méthodes comptables	5
3.3	Changements de méthode	5
3.3.1	Périmètre	6
3.3.2	Composition de l'actif immobilisé	7
3.3.3	Elimination des opérations internes	8
3.3.4	Quêtes impérées et Messes à célébrer	8
4	Informations relatives aux postes du bilan	9
4.1	Actif immobilisé	9
4.2	Actif circulant / dépréciations	12
4.3	Fonds propres	13
4.4	Provisions, fonds dédiés, autres passifs	14
4.4.1	Fonds reportés liés aux legs ou donations	14
4.4.2	Fonds dédiés	14
4.4.3	Provision pour risques et charges	15
4.4.4	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	15
4.5	Dettes	15
4.5.1	Emprunts et autres dettes assimilés	15
5	Informations relatives au compte de résultat	16
5.1	Résultats par activité ou établissement	16
5.2	Produits en compte de résultat	16
5.2.1	Cotisations sans contrepartie	16
5.2.2	Ventes de biens et services	16
5.2.3	Dons manuels	17
5.2.4	Etat des avantages et ressources provenant de l'étranger	17
5.2.5	Legs, donations, assurance vie	17
5.3	Résultat financier	18
5.4	Honoraires du commissaire aux comptes	18
6	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	19
6.1	Contributions volontaires en nature	19

1 L'Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association a pour but de subvenir aux frais et à l'entretien du culte catholique sous l'autorité de l'Evêque, en communion avec le Saint-Siège, et conformément à la constitution de l'Eglise catholique.

Cela se traduit notamment par :

- L'acquisition ou la location et l'administration des édifices qu'elle jugera opportun d'avoir à sa disposition en vue de l'exercice public du culte catholique dans le diocèse
- L'acquisition ou la location et l'administration des immeubles destinés au logement de l'Evêque, des curés et des vicaires, ainsi que des prêtres âgés ou infirmes.
- Pourvoir au traitement d'activité et, éventuellement, de retraite des ecclésiastiques occupés au ministère par nomination de l'autorité compétente, ainsi qu'aux honoraires dus aux prédicateurs et aux salaires des employés de l'Eglise.
- L'acquisition ou la location et administration temporelle du grand Séminaire, des petits séminaristes et de leurs annexes.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

Benjamin VIGOUROUX
CABINET BENJAMIN VIGOUROUX
COMMISSAIRE AUX COMPTES
4, rue Jules de Rességuier - 31000 TOULOUSE
Tél. 05 34 31 02 00
SIRET : 788 929 529 00022 - APE : 6920 Z

2.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est intervenu sur l'exercice

2.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est intervenu postérieurement à la clôture.

3 Principe et méthodes comptables

3.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

3.2 Principes et méthodes comptables

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan
- Le compte de résultat
- L'annexe

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n°2018-06, ANC 2016-07 et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement n°99-01.

3.3 Changements de méthode

Le règlement n° 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et le règlement n°2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025.

En conséquence, les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été établis selon les dispositions de ces règlements. Il convient de noter que cette mise à jour réglementaire constitue une modification obligatoire des règles de présentation et d'évaluation des états financiers, sans qu'il s'agisse d'un changement volontaire de méthode comptable, tel que défini par l'article 122-2 du PCG.

Sur l'exercice, ce changement de méthode obligatoire a généré des reclassements parmi les plus significatifs sont :

Libellés du compte	Comptes au 31/12/2024	Montant	Comptes au 31/12/2025	Montant
Remboursement d'assurance	791 180 + 791 190	55 495 €	758 700	41 060 €
Remboursement frais catéchèse	791 181	14 535 €	708 500	22 113 €
Remboursement de frais divers	791 182	3 829 €	708 510	3 677 €
Remboursement indemnités journalières	791 201	2 350 €	649 100	3 375 €
Remboursement indemnités CAVIMAC	791 202	2 694 €	649 240	608 €
Avantages en nature prêtres	791 244	17 140 €	642 900	20 866 €
Avantages en nature salariés	791 400	2 125 €	641 900	2 134 €
Remboursement CAVIMAC	794 100	90 787 €	649 200	90 230 €
Produit de cession des immobilisations	775 000	374 885 €	752 000	1 173 €
Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	675 000	199 858 €	652 000	177 €

3.3.1 Périmètre

L'application de l'ordonnance impose la prise en compte de l'ensemble du périmètre de l'Association Diocésaine :

- Curie
- Paroisses
- Services

○ Liste de paroisses intégrées :

- . La Visitation en vallée et coteaux
- . ND de Bon Rencontre
- . ND de l'Avance
- . ND de Garonne
- . ND des Coteaux de la Plaine
- . St Benoît en pays de Serres.
- . St Caprais des Moulins du Lot
- . St François d'Assise en Albert
- . St Géraud en Fumelois
- . St Jacques en vallée du Lot.
- . St Jean de la Ténarèze

- . St Joseph de Villeneuve
- . St Martin du Dropt
- . St Pierre des Rivières
- . St Pierre et St Martial des Coteaux
- . St Robert des rives du Lot
- . St Vincent de Garonne
- . St Vincent de Paul en Guyenne
- . Ste Bernadette en Bruilhois
- . Ste Catherine du Passage
- . Ste Croix des Confluents.
- . Ste Famille sur Gélise
- . Ste Foy d'Agen
- . Ste Marie en Agenais
- . Ste Thérèse de l'Enfant Jésus des Bastides
- . Sts Pierre et Paul en Bruilhois.

○ **Autres :**

- . ND de Peyragudes
- . Doyenné

○ **Liste des services intégrés :**

- . Catéchèse
- . Catéchuménat
- . Coopération missionnaire
- . Formation des adultes
- . Mission étudiante
- . Pastorale familiale
- . Pastorale des jeunes
- . Pastorale liturgique
- . Pastorale migrant
- . Pastorale de la santé
- . Pastorales des sectes
- . Service des Vocations
- . Pèlerinage.
- . Pastorale du tourisme

Les flux inter-établissements entre la Curie et les Paroisses font l'objet d'une neutralisation.

3.3.2 Composition de l'actif immobilisé

Les immobilisations d'une valeur significative ont fait l'objet d'une analyse pour déterminer si elles comprennent des composants dont la durée d'utilité est différente de celle des biens pris dans leur ensemble.

Seuls les biens immobiliers ont fait l'objet d'une décomposition. Les constructions réalisées par l'association diocésaine dont le détail du coût de production est connu ont fait l'objet d'une décomposition en fonction des affectations de chaque facture.

Dans les autres cas, les biens immobiliers ont été décomposés comme suit :

- les constructions d'origine très ancienne ont été comptabilisées sur la base de 1 € ;
- les acquisitions récentes, c'est-à-dire les bâtiments acquis après l'année 1905 pour lesquels nous avons retrouvé un acte d'acquisition, ont été comptabilisées sur la base de l'acte ;
- les aménagements et agencements de moins de 5 ans sont comptabilisés au coût réel ;
- les gros entretiens réalisés à compter du 1^{er} janvier 2005 sont soit immobilisés au coût réel par application du règlement CRC 2004-06 soit inscrit en charges d'entretien ;
- le matériel informatique de moins de 5 ans est comptabilisé au coût réel ;
- le mobilier ancien a été comptabilisé sur la base de 1 € par lieu de culte ;
- le mobilier de moins de 5 ans est comptabilisé au coût réel.

3.3.3 Elimination des opérations internes

Les comptabilités de la Curie et des paroisses étant indépendantes, les opérations internes suivantes ont été neutralisées :

- les comptes de liaison,
- les comptes de dépôts,
- la contribution des paroisses au fonctionnement de la Curie,
- les animateurs pastoraux,
- les cotisations des prêtres,
- les intérêts des dépôts

3.3.4 Quêtes impérées et Messes à célébrer

Le Diocèse d'Agen fait appel à la générosité publique pour des actions qui sont menées par d'autres associations, comme par exemple les quêtes impérées. Les quêtes impérées sont comptabilisés en compte de tiers et ne transitent pas dans les produits de l'exercice.

Les fonds collectés pour les messes à célébrer sont des offrandes versées directement entre le fidèle et le ministre du culte. Les messes à célébrer sont comptabilisées en compte de tiers et ne transitent pas dans les produits de l'exercice.

4 Informations relatives aux postes du bilan

4.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

Biens reçus à titre gratuits

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- D'appréhender son legs ;
- D'avoir droit aux fruits ;
- De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le

temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.)

Prêts aux partenaires

Ce poste comprend le montant des fonds prêtés ou laissés temporairement par l'entité à la disposition des partenaires. Les prêts dont l'entité est susceptible de bénéficier le cas échéant de la part de partenaires sont comptabilisés en compte courant (passif).

Les partenaires sont les confédérations, fédérations, unions ou associations affiliées de l'entité

Durée d'amortissement

Les biens provenant de legs ou de donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Les immobilisations font l'objet d'un amortissement linéaire sur les durées suivantes.

Catégories d'immobilisations	Mode	Durée moyenne
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 à 3 ans
Gros œuvre et charpentes	Linéaire	50 ans
Couvertures	Linéaire	20 ans
Agencements, équipement et clos	Linéaire	20 ans
Agencement des paroisses	Linéaire	20 ans
Installations techniques	Linéaire	15 ans
Installations générales	Linéaire	15 ans
Matériel électronique	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 – 8 ans
Mobilier	Linéaire	3 – 10 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	4 – 10 ans

Etat de l'actif immobilisé

	Valeur brute à l'ouverture	Augmentation	Diminutions par cessions	Virements de post à poste	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Logiciels	5 465	0	0	0	5 465
Terrains	55 523	0	0	0	55 523
Constructions et aménagements	10 163 142	224 630	0	0	10 387 772
Agencements et installations techniques	1 492 520	41 971	0	0	1 534 490
Matériel de transport	16 394	3 214	3 193	0	16 415
Matériel de bureau et informatique - Mobilier	570 921	20 160	14 011	0	577 070
Immobilisations en cours	17 289	314 235	0	7 197	324 327
Total	12 321 254	604 210	17 205	7 197	12 901 062

Amortissements de l'actif immobilisé

	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentation : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Mouvement de périmètre	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Logiciels	5 465	0	0	0	5 465
Terrains	0	0	0	0	0
Constructions et aménagements	6 361 097	306 193		0	6 667 290
Agencements et installations techniques	1 302 495	47 211		0	1 349 706
Matériel de transport	16 394	42	3 193	0	13 243
Matériel de bureau et informatique - Mobilier	526 708	28 641	13 834	0	541 515
Immobilisations en cours					
Total	8 212 158	382 088	17 027	0	8 577 219

4.2 Actif circulant / dépréciations

Toutes les créances de l'actif circulant sont exigibles à un an au plus.

Créances reçues par legs ou donations

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres.

Valeurs mobilières

L'association a choisi d'orienter les placements de son portefeuille titres vers des SICAV et fonds communs définis comme « éthiques ».

Ces valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur valeur d'achat. La valeur d'entrée de la fraction cédée des titres de même nature est estimée selon la règle du CMUP.

Au 31/12/2025, le portefeuille fait apparaître une plus-value latente de 160 K€ non comptabilisée contre 340 K€ au 31/12/2024.

L'analyse par catégorie de titres fait apparaître des moins-values latentes à hauteur de - 291 K€ sur la valeur du portefeuille au 31/12/2025, contre -272K€ au 31/12/2024. Une variation sur provision de + 5 K€ a été comptabilisée dans le résultat financier.

4.3 Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Correction d'erreurs / changement de périmètre	Affectation du résultat	Augmentation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	7 206 557				7 206 557
Fonds propres avec droit de reprise	0				0
Ecart de réévaluation	0				0
Réserves	0				0
Report à nouveau	5 314 556		427 311		5 741 867
Excédent ou déficit	427 311		-427 311	651 823	651 823
Situation nette	12 948 424	0	0	651 823	13 600 248
Fonds propres consommables	0				0
Subventions d'investissement	0				0
Provisions réglementées	0				0
TOTAL	12 948 424	0	0	651 823	13 600 248

4.4 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

4.4.1 Fonds reportés liés aux legs ou donations

Les fonds sont dits « reportés » et comptabilisés en charge « reports en fonds reportés » quand l'entité n'a pas encore encaissé ou transféré à la clôture les montants correspondants, comptabilisé en produits d'exploitation au cours de l'exercice.

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de la réalisation du legs ou de la donation, avec pour contrepartie le compte « utilisation de fonds reportés » poste « Utilisation des fonds dédiés » (et reportés) dans les Produits au compte de résultat.

	Montant total des fonds	A l'ouverture de l'exercice	Report (Augmentation)	Utilisation (Diminution)	A la clôture de l'exercice
Legs et donations	242 500	242 500		5 500	237 000
Donations temporaires d'usufruit					
TOTAL	242 500	242 500	0	5 500	237 000

4.4.2 Fonds dédiés

Les fonds dédiés correspondent à la différence entre les ressources (quêtes et dons) affectées à une action spécifique et les dépenses engagées.

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « Utilisations des fonds dédiés » dans les Produits au compte de résultat.

	A l'ouverture de l'exercice	Engagements à réaliser	Utilisation des fonds dédiés	Transferts	A la clôture de l'exercice
Solidarité des prêtres	81 119	126 696	155 726		52 089
Dépôt des messes	0				0
Séminaires	224 582	65 193	52 522		237 253
Opérations ponctuelles	62 328	10 000	0		72 328
Fonds dédiés sur générosité	98 093	16 739,06	34 673		80 159
TOTAL	466 122	218 628	242 920	0	441 829

4.4.3 Provision pour risques et charges

Une provision pour risques de 6 300€ a été comptabilisée au 31.12.2024. Elle fait référence à un acompte versé sur des travaux qui ne sont toujours pas réalisés.

Par ailleurs, une provision pour charges de 87k€ a été comptabilisée afin d'anticiper le 4^e appel qui aura lieu sur l'exercice 2026.

4.4.4 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Les statuts du personnel appliqués dans l'association prévoient le versement d'une indemnité de fin de carrière en fonction de l'ancienneté de la personne au sein de l'association.

Le montant des droits acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite à la date de la clôture de l'exercice, pour les salariés embauchés en contrat à durée indéterminée, s'élevait à 38.833 € au 31/12/2024. Il tient compte d'un pourcentage de présence dans l'association à l'âge de la retraite (fonction du taux de rotation des salariés et de la table de mortalité) et d'une actualisation au taux de 3%.

Compte tenu du faible turn-over, ce montant n'a pas été réévalué au 31/12/2025. Ce montant n'est pas comptabilisé en provision pour risques et charges.

4.5 Dettes

4.5.1 Emprunts et autres dettes assimilés

Rubriques	Total	à 1 an au plus	entre 1 et 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	487 789	71 893	115 896	300 000

Un emprunt auprès de l'association Diocésaine de Nîmes de 300k€ a été souscrit en 2006, pour une durée de 2 ans, renouvelable par tacite reconduction. Conformément au contrat de prêt, les intérêts générés par le placement de ce dépôt sont comptabilisés dans le compte de messes à dire.

5 Informations relatives au compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

5.1 Résultats par activité ou établissement

Les ressources sont enregistrées à l'avancement.

Déficit ou excédent de l'exercice	Déficit	Excédent
Diocèse d'Agen		
- Curie		594 750
- Paroisses		57 073
Résultat de l'exercice		651 823

5.2 Produits en compte de résultat

5.2.1 Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit dans le compte 756 100 lors de leur encaissement effectif.

5.2.2 Ventes de biens et services

Les ventes de biens correspondent principalement aux ventes de cierges, bulletins paroissiaux.

Les ventes de services sont principalement composées des Casuels, des Kermesses ainsi que des participations aux frais d'entretien des maisons diocésaines.

Depuis l'année dernière, et afin de respecter le principe de non-lucrativité, les offrandes de cierges sont classées en prestations de services et non en ventes de biens.

5.2.3 Dons manuels

Le poste « dons manuels » comprend notamment :

- Le denier de l'Eglise pour 841K€
- Les abandons de frais des bénévoles pour 79 K€
- Les quêtes pour 869 K€
- Divers dons pour 188 K€

5.2.4 Etat des avantages et ressources provenant de l'étranger

L'association n'a perçu aucun don provenant de l'étranger.

5.2.5 Legs, donations, assurance vie

Tableau des legs, donations et assurance vie

Précision sur les legs :

Un bien immobilier issu d'un legs a été cédé sur l'exercice, générant une reprise de 5 000€ des fonds reportés.

PRODUITS	Montants
Montant perçu au titre d'assurances vie	1 185 004
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	66 956
Prix de vente des biens reçus par legs ou donation destinés à être cédés	0
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	5 500
CHARGES	Montants
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	0
SOLDE DE LA RUBRIQUE	1 257 460

5.3 Résultat financier

Le résultat financier s'élève à + 290 k€, il est composé des éléments suivants :

Produits	410 k€
Revenus des obligations	43 k€
Intérêts de DAT	90 k€
Plus values sur cessions de titres et valeurs mobilières	211 k€
Reprise provision sur titres	66 k€
Charges	120 k€
Provisions placements	85 k€
Moins value sur cessions de titres et valeur mobilières	20 k€
Intérêts des emprunts & dépôts	14 k€

5.4 Honoraires du commissaire aux comptes

Au titre de la mission légale de certification des comptes annuels, les honoraires du Commissaire aux comptes enregistrées sur l'exercice 2025 s'élèvent à 13 300€.

6 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

6.1 Contributions volontaires en nature

L'Association diocésaine bénéficie d'un très grand nombre de contributions volontaires en nature pour la réalisation de son objet cultuel tant dans les paroisses qu'à la Curie ou dans les services : catéchistes, animations liturgiques, services administratifs, entretien des lieux de culte, implication dans les conseils aux affaires économiques...

Toutefois, la Conférence des Évêques de France considère que les missions bénévoles réalisées en Église résultent du statut de baptisés qu'elles ne font que traduire en actes. Le recensement et la valorisation de ces missions bénévoles dans les comptes des Association Diocésaine ne seraient pas compatibles avec ce statut.

De ce fait, ces contributions volontaires en nature ne sont pas valorisées